

La société électronucléaire en crise

Les enjeux des restructurations à l'Alsthom

OCML Voie Prolétarienne Cellule Alsthom – Avril 1986

4500 emplois supprimés en 1985, 1200 au moins en 1986, baisse généralisée des salaires réels versés, le groupe Alsthom accélère sa restructuration sur le dos des travailleurs.

On en connaît bien les manifestations concrètes sur l'usine : retard des salaires de 14% sur l'indice officiel des prix, diminution des effectifs (150 en 1985 environ), licenciements individuels pour faute ou longue maladie, flexibilité accrue, chasse aux temps morts, aux déplacements et à l'absentéisme, mutations forcées et section spéciale, polyvalence accrue, réorganisation des ateliers et des bureaux... arrêtons là la liste des coups bas.

LA RECHERCHE DU CONSENSUS, UNE NECESSITE DEVANT LA RESISTANCE OUVRIERE

Cette politique d'écrasement de notre condition décidée au niveau du groupe est mise en œuvre progressivement : la direction doit impérativement écraser dans le même temps ce qui reste dans l'organisation et dans la conscience des ouvriers de défense intransigeante de leurs intérêts. Elle doit isoler les poches de résistance. Car la combattivité est encore grande, en témoigne l'année de retard prise par la section spéciale, l'embauche arrachée pour un jeune de retour du service militaire, l'embauche du dernier intérimaire, les reculs de la direction sur certaines mesures disciplinaires.

Preuve en est encore tout récent : les mouvements sur les salaires dans l'usine, avec le dépôt de plus d'une douzaine de cahiers de revendications, la mise en avant des 600 F pour tous, les nombreuses heures de grève organisées pour les faire aboutir.

Parallèlement à la répression, à l'individualisation par le travail et les rallonges, à la division équipe par équipe, la direction développe tout un matraquage politique et idéologique afin de gagner la majorité des ouvriers à l'idée que ; sans aggravation de leur exploitation, il n'y a point de salut pour eux.

C'est entre autres le rôle de la « formation économique » que nous suivons tous cette année : « réussir ensemble » c'est tout un programme

LA PROPAGANDE DU PATRON SUR LA CRISE VISE A NOUS ENCHAINER A SA GALERE

La production de matériel électrique moyenne et haute tension – transformateurs et condensateurs notamment – est en crise. Et voilà que les capitalistes de l'Alsthom mobilisent toute la direction des petits chefs aux directeurs, pour nous faire croire qu'il s'agirait là d'une catastrophe naturelle, indépendante de la façon dont le système capitaliste développe la production des richesses. Dès lors notre intérêt serait d'être toujours plus d'efforts. D'accepter en fait de faire les frais de la guerre économique qu'Alsthom livre à ses concurrents pour gagner de nouveaux marchés... et pour développer par là les profits qu'il attend de notre exploitation. « C'est le moment d'être agressif... Rester ou devenir dans chacune de ces spécialités l'un des tout premiers leaders mondiaux, c'est indispensable » déclarait JP Desgeorges, PDG d'Alsthom dans une récente interview.

LA PROPAGANDE DES REFORMISTES ABOUTIT A NOUS ENFERMER DANS LA MEME LOGIQUE

Les dirigeants de la CGT, du PC et même ceux de la Coordination CFDT de l'Alsthom ne manquent pas de critiques à l'égard de la direction du groupe.

Pour les premiers, la direction privilégierait trop la rentabilité financière au détriment des investissements dans la production en France. Cela aboutirait à la casse du potentiel industriel local et national et porterait préjudice au développement énergétique de la France, donc à l'économie (capitaliste) nationale. La direction gèrerait mal ses entreprises.

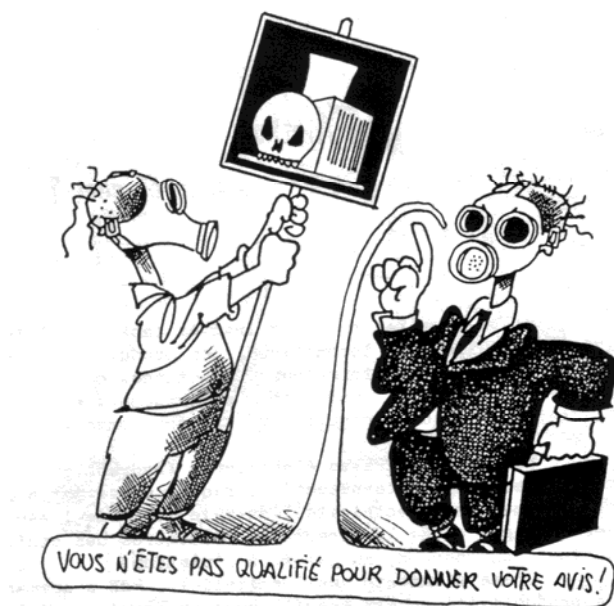
Pour tous, elle manquerait d'ambition, de compétence dans la recherche de nouveaux marchés, de nouveaux produits, les besoins des équipements électriques ne manquant pas a priori en France ou dans le monde. La politique commerciale d'Alsthom face aux concurrents ne serait pas assez agressive.

Il y a donc accord entre tous pour mobiliser en vue de la bataille de la compétitivité contre les concurrents, mais à condition que soit accordée une plus grande place aux « représentants des travailleurs » dans le contrôle et la gestion et aussi que soient mieux répartis les profits, afin d'intéresser les travailleurs et d'investir en France pour « exploiter français ».

La crise finalement, ce serait la faute aux patrons et il suffirait de les changer, de promouvoir quelques réformes pour s'en sortir.

Toutes ces critiques s'appuient sur des fragments de la réalité : des profits déclarés en légère hausse, une certaine mauvaise organisation des ateliers, des rachats d'usines étrangères, des ventes de technologie à des pays en voie de développement, la pénurie en énergie, par exemple lors des grands froids en Janvier 85 etc. Pour beaucoup de travailleurs, ces apparences donnent une image de sérieux à la propagande de la CGT et du PC.

Mais outre qu'elle pousse les exploités à remettre la défense de leurs intérêts à quelques experts providentiels capables d'une meilleure gestion, plus nationale, cette propagande préserve l'essentiel pour les patrons de l'Alsthom et pour la bourgeoisie française : elle se place sur le terrain de la bataille de la compétitivité, de la défense de la nation sur lequel la bourgeoisie entend développer le consensus entre toutes les classes.



C'est tellement vrai qu'en développant ses cours d'initiation à l'économie, la direction répond point par point aux arguments des réformistes et cherche ainsi à gagner sur deux tableaux : saper l'influence des positions réformistes en montrant l'inconsistance, car il n'y a pas d'autre voie pour le capitalisme dans cette crise, embrigader la masse des ouvriers derrière ses propres intérêts.

Nous voyons ici à quel point la compréhension de la crise du capitalisme et de son devenir est un enjeu pour la lutte ouvrière aujourd'hui même.

Analysons donc le développement de la crise dans le secteur de l'énergie pour en comprendre toute la dimension politique et sociale. C'est l'occasion de combattre en particulier cette idée tenace sur laquelle réformistes et bourgeois se rejoignent : le capitalisme ne développe pas la production, production d'énergie notamment, de manière neutre pour satisfaire les besoins de l'humanité, mais il se sert de ce besoin

d'énergie pour accumuler du profit en exploitant les ouvriers en France et dans le monde.

Ce qu'on produit à l'Alsthom, à quoi ça sert ?

Mis à part les transfos tracté »s fabriqués à la 275 pour équiper les locomotives, les produits fabriqués à l'usine, transformateurs, réactances et condensateurs servent à la production, au transport et à la distribution de l'électricité. Voyons comment.

Dans les centrales électriques (hydrauliques ou thermiques), des alternateurs fabriqués aussi par Alsthom transforment en électricité l'énergie issue de l'eau des barrages, ou de la vapeur des chaudières des centrales au fuel, au charbon, au gaz ou à l'uranium.

Comme n'importe quel capitaliste, EdF a augmenté la productivité de ses travailleurs en concentrant la production dans des centrales toujours plus gigantesques débitant une puissance électrique toujours plus accrue.

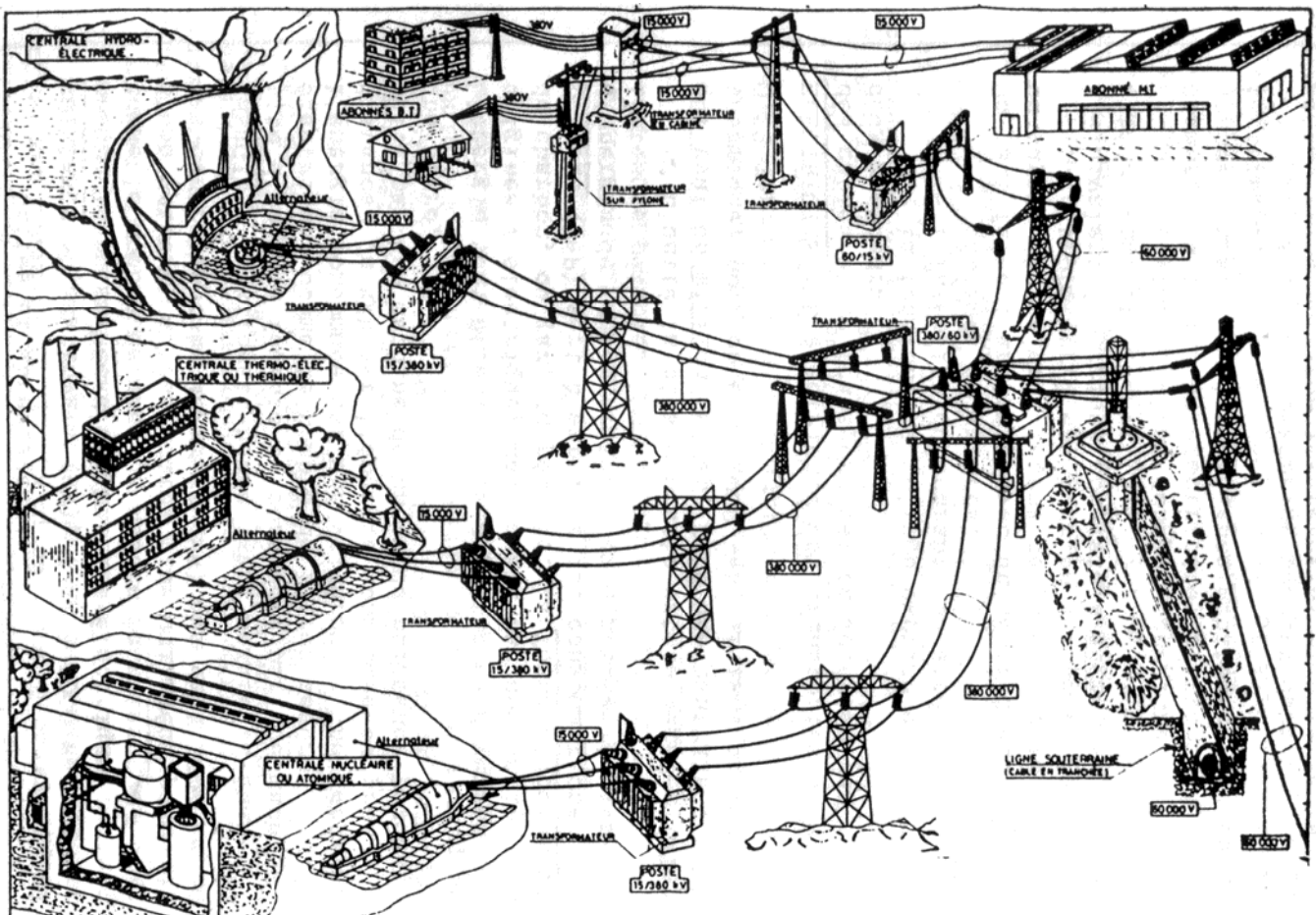
Evolution de la puissance des centrales ces vingt dernières années.

- Pour le charbon et le fuel, on est passé d'unité de 100 MW à plusieurs unités de 700 MW
- Pour le nucléaire, on est passé d'une unité de 500 MW à quatre unités de 1300 MW

... et le nombre de travailleurs par kW a diminué.

Pour transporter sur des centaines de kilomètres la puissance électrique produite, et l'amener aux utilisateurs (sous une tension de 220V ou de 380V pour les particuliers, 20 000 à 90 000V pour les industriels), il faut élever la tension de transport très haut, afin de limiter l'intensité du courant, à l'origine des pertes. De 15 000V à la sortie des alternateurs, la tension élevée à 400 000 V par les transformateurs des centrales, puis redescendue à 60 000V à proximité des régions utilisatrices par d'autres transformateurs, enfin à 15 000V aux abords des agglomérations.

Les changeurs de prise servent à réaliser les réglages de la tension à la sortie du transformateur de puissance. Les condensateurs servent eux à diminuer les pertes sur les lignes électriques et à la consommation.



LA CONCENTRATION CAPITALISTE DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE : UNE SOURCE DE GASPILLAGES ET D'OPPRESSION

La classe ouvrière doit-elle se réjouir de la concentration de la production dans des centrales électriques toujours plus gigantesques ? Mise à part l'opposition de la fédération CFTD de l'énergie, suite à la lutte des travailleurs du nucléaire, les dirigeants, réformistes, PC en tête, applaudissent à cette concentration. Ils y voient un progrès pour

l'humanité... et de bonnes raisons de développer l'usine. Mais que visent les capitalistes à travers cette concentration ?

- A freiner la part prépondérante des investissements en machines et bâtiments dans le coût du kWh. Mais le syndicat CFDT de l'Energie Atomique a montré que ce n'était qu'en partie vrai : « pour les centrales nucléaires, l'économie que l'on constatait sur l'investissement entre 500 MW et 1000 MW semble s'amenuiser lorsque la taille augmente, et dans le cas de 1300 MW, elle devient négative comme l'ont remarqué certaines études américaines ». Autrement dit, arrivé à ce niveau, cela est moins rentable.
- A baisser les coûts salariaux : avec l'automatisation croissante, plusieurs grosses centrales côte à côte peuvent être contrôlées et exploitées par un nombre à peine plus grand qu'une seule petite centrale. La lutte des travailleurs d'EdF a permis d'arracher dans ce secteur névralgique une légère baisse du temps de travail, mais l'essentiel du gain en temps travaillé a été converti par EdF en diminution relative des effectifs.
- A entretenir et renforcer l'urbanisation à outrance engendrée par le système dans son processus général d'accumulation de la production et des producteurs dans des usines et des agglomérations toujours plus démentielles. A une consommation d'énergie concentrée en quelques points au milieu de régions désertifiées, le capitalisme répond par une production de l'énergie au moins autant concentrée.
- A mieux protéger contre les travailleurs le développement du monopole de la production énergétique. En effet, le développement des centrales et des réseaux de distribution pousse à détériorer le cadre de vie, l'équilibre écologique. Il accroît les problèmes de sûreté et dépossède la masse des travailleurs de la maîtrise de leurs conditions de vie, l'énergie étant en quelque sorte le sang de la société moderne.

Unités et abréviations.

PUISSANCE : le kilowatt (kW), égal à 1000 Watt, mesure la puissance d'une machine électrique, comme le nombre de chevaux mesure la puissance d'une voiture. Autres unités plus utilisées pour les centrales : le Mégawatt (MW) qui vaut 1000 kW.

ENERGIE : Le kilowattheure (kWh) mesure la quantité d'énergie fournie ou consommée par une machine électrique, comme le nombre de litres mesure l'énergie consommée par une voiture sur une certaine distance. Un kWh est l'énergie consommée ou produit par une machine de un kW de puissance pendant une heure.

L'énergie peut être fournie à partir de diverses origines : électrique, mais aussi par combustion du charbon, du gaz, du pétrole. La Tonne d'équivalent pétrole (Tep) sert à exprimer les consommations d'énergie de toutes origines en quantités équivalentes de pétrole.

L'unité la plus courante est le MégaTep (MTep) qui vaut un million de Tep. Dans une centrale thermique, pour obtenir 1000 kWh, il faut brûler 0,22 Tep.

ELECTRICITE : L'électricité est transportée dans des câbles et ce transport est caractérisé par deux grandeurs :

- La tension, ou voltage exprimé en volts
- L'intensité » du courant, ou ampérage, exprimée en ampères.

On peut faire l'analogie avec un débit d'eau dans un tuyau. Il y a deux façons de jouer sur le débit :

- Propulser l'eau pour augmenter la vitesse ; l'équivalent électrique consiste à augmenter l'intensité du courant.
- A vitesse donnée, accroître le diamètre du tuyau. En électricité, à intensité donnée, on accroît la puissance débitée en élevant la tension.

Plus on fait passer de courant dans un câble (plus on élève l'intensité) plus le câble chauffe et cette d'énergie d'échauffement constitue une perte pour l'électricité transportée.

L'opposition ne s'est pas fait attendre. Depuis quinze ans les mouvements écologistes, mais aussi les travailleurs du nucléaire, les populations locales ont lutté contre les installations nucléaires : Plogoff, Creys Malville, Chooz, Golfech, La Hague... le manque à gagner qui en a résulté a contraint EdF à limiter le nombre de sites convoités et à concentrer les unités autour des centrales déjà acquises, assez loin des centres de consommation.

Concentration de la production électrique à un bout de la chaîne, concentration de la consommation à l'autre bout, impossibilité technique de stocker l'électricité, tout cela commande un réseau de distribution démesuré en transformateurs, lignes électriques. D'une part pour limiter les pertes dans le transport de la puissance électrique, on l'a vu. D'autre part pour relier entre eux les différents centres de production et les différents centres de consommation, les conséquences d'une panne sur une grande centrale étant beaucoup plus lourdes pour l'ensemble du réseau que sur une petite.

Au total : 72 000 kilomètres de lignes haute et moyenne tension, un million de kilomètres de ligne basse tension, parsemés de centaines de transformateurs, 10% d'électricité absorbée en pure perte dans ce réseau, 3 milliards de francs d'investissements en pylônes, lignes, transfos pour raccorder chaque nouvelle centrale nucléaire au réseau...

Voilà un gaspillage qui rapport bien aux capitalistes de l'électromécanique comme Alstom.

Et on voit bien que pour éliminer radicalement ce gaspillage source d'oppression, il faudrait par exemple multiplier des unités de production décentralisées dont la puissance limitée pourrait être transportée sans qu'on ait besoin d'élever la tension à 400 000V pour la redescendre ensuite à la valeur de départ. Il faudrait surtout éliminer les causes de ce gaspillage : la loi du profit, le développement du machinisme contre les travailleurs, la division entre ceux qui conçoivent et organisent d'un côté et ceux qui exécutent de l'autre, la division entre villes et campagnes, la division entre producteurs et consommateurs, bref, c'est tout le système capitaliste qu'il faut faire sauter.

Alors on pourra utiliser les gains de productivité à libérer la classe ouvrière, à lutter contre ces divisions sociales, à adapter la production au plus près des besoins des masses, à définir les objectifs de cette production, à en contrôler les moyens... autant de problèmes où la lutte politique continuera à faire rage et où la classe ouvrière devra exercer sa production.

Sans tomber dans la tendance individualiste à s'équiper de petits générateurs familiaux, il faudra sans doute réduire la taille des centrales, définir par exemple à l'échelle du canton quelles sont les meilleures sources d'énergie selon les différentes utilisations, sur la base des ressources naturelles locales, selon des technologies aisément maîtrisables, en évitant des déséquilibres écologiques irréversibles (radioactivité, émanations de soufre à partir du charbon, échauffement des cours d'eau, pluies acides...).

Dans cette perspective, comment ne pas remettre en cause totalement la production de notre usine centrée sur le haut de gamme, les technologies et toute la division du travail qu'elles impliquent ? Voilà déjà quelques raisons de refuser de lutter pour le développement du potentiel industriel d'Alstom Saint-Ouen et du potentiel énergétique français.

LA POSITION ECONOMIQUE DU GROUPE ALSTOM

Les huit divisions et les filiales du groupe Alstom couvrent des domaines assez complémentaires. Elles donnent à cette société une place prépondérante en France, dans la fabrication et l'installation de moyens de production de l'énergie, en particulier électrique, et dans la réalisation des moyens de transports (moteurs, ferroviaire, navale).

L'essentiel de l'activité du groupe Alstom tourne autour de l'électromécanique, domaine où il occupe le premier rang en France, avec sa maison mère, la CGE.

A l'image de l'usine, le groupe réalise jusqu'à maintenant plus de la moitié de son chiffre d'affaire dans l'hexagone, principalement grâce aux commandes d'EdF (pour son réseau de production et de distribution de l'électricité) et de la SNCF.

L'ENERGIE, C'EST QUOI ?

Les trois principales formes sous lesquelles on utilise de l'énergie sont : la chaleur, l'électricité et l'énergie de mouvement (qui développe une force motrice). La nature offre à l'homme différentes sources d'énergie : la force des vents, des cours d'eau, des chutes d'eau ; la chaleur tirée de combustibles comme le charbon, le pétrole, les rayons du soleil, l'énergie nucléaire...

La production de l'énergie désirée à partir des sources existantes se traduit toujours par la conversion d'une forme d'énergie en une autre au moyen de machines dont les rendements sont très inégaux. Plus le rendement est élevé, moins il y a de pertes.

Energie produite	Tirée de	machine	rendement
CHALEUR	Combustion du fuel	Chaudière au fuel	90%
	Combustion du charbon	Chaudière au charbon	80%
	Rayonnement solaire	Chauffage solaire	50% à 70%
ELECTRICITE	Force de l'eau	Centrale Hydroélectrique	85% à 90%
	Combustion du gaz	Turbine à gaz	45% à 70%
	Combustion du fuel	Centrale thermique	40%
	Energie nucléaire	Centrale nucléaire PWR	30%
	Rayonnement solaire	Centrale solaire	25% à 30%
ENERGIE DE MOUVEMENT	Force de l'eau	Turbine hydraulique	90%
	Electricité	Moteur électrique	85%
	Vapeur d'eau	Machine à vapeur	10% à 40%
	Combustion du diesel	Moteur diesel	30%
	Combustion de l'essence	Moteur essence	25%

On voit ici que la conversion la plus facile, la plus rentable, est celle entre électricité et énergie de mouvement. La production d'électricité dans une centrale thermique à partir de la chaleur fournie par étant rejetés dans l'eau des rivières, ou dans l'atmosphère.

Alstom n'a pas dû attendre la nationalisation de la majorité de son capital pour obtenir de l'Etat français une situation de quasi monopole dans ces domaines. Sur le marché français des transformateurs, seuls Jeumont-Schneider et France-Transfos suivent Alstom, mais avec des capacités de production respectivement deux fois et cinq fois plus petites. L'équipement des centrales et du réseau edF en transfos a couvert près des deux tiers des commandes de l'usine ces douze dernières années.

La Chine, tentée par le nucléaire, la Corée, où Alstom répondra à la fin du mois de mars à un appel d'offres pour une autre centrale nucléaire, l'Indonésie et l'Inde représentent les cibles privilégiées du groupe. « Ce sont des pays à population nombreuse et sous-équipés tant pour les transports que pour l'énergie. Par exemple, 10 % seulement des 150 millions d'habitants de l'Indonésie disposent de l'électricité. C'est un marché fantastique. »

Pour pénétrer ces pays étrangers qui exigent des transferts de technologie, Alstom a choisi de s'associer

avec des capitaux locaux, et le groupe dispose de filiales qui réalisent un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs et qui emploient huit mille personnes dans le monde.

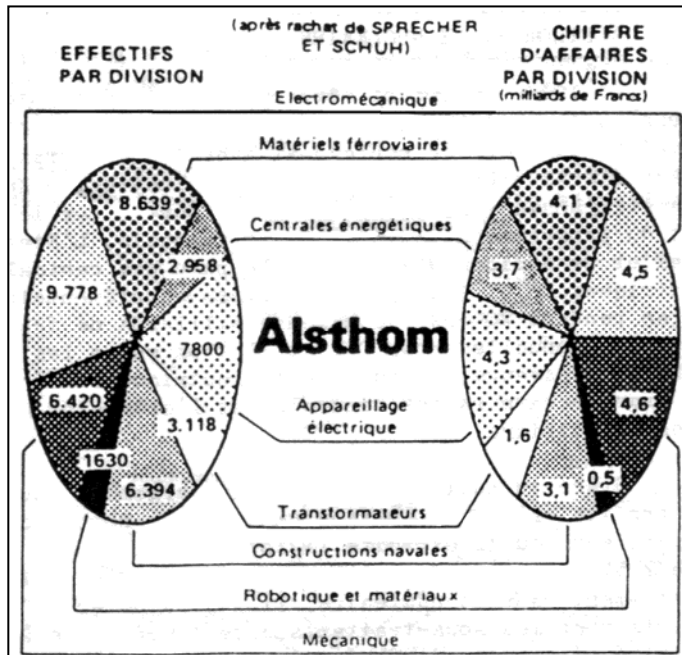
Dans cette optique, Alstom a acheté en 1985 les activités d'appareillage haute et moyenne tension de la firme suisse Sprecher et Schuch et la fabrique brésilienne de turbines hydrauliques Mecanica Pesada. M. Desgeorges a annoncé que cette stratégie se poursuivrait et que l'augmentation du capital réalisée à la Bourse de Paris en 1985 était notamment destinée à permettre ces investissements.

Dans la réalisation des centrales nucléaires, les ouvriers d'Alstom fabriquent et installent la majeure partie du matériel électromécanique qui relie la chaudière (où l'énergie nucléaire est convertie en chaleur) au réseau électrique. En particulier, l'exclusivité de la production de 6 groupes turbo-alternateurs par an dans les premières années 80 situait le groupe au troisième rang mondial.

La force et l'expérience tirées de cette place privilégiée en France permettent à Alstom de concentrer aujourd'hui ses

efforts à l'exportation, d'autant qu'il n'y a pas à attendre de commande française notable dans le nucléaire ou le ferroviaire dans les dix ans à venir.

En peu de temps, le groupe est parvenu à doubler le volume de ses exportations, avec tout ce que cela suppose d'exploitation accrue pour les ouvriers. Actuellement les commandes exportation représentent 38% du total enregistré. Ses capacités à fabriquer et installer des centrales électriques entières ont hissé Alsthom au premier rang, sur 22 constructeurs mondiaux, du marché international des centrales électriques. Après le rachat du concurrent suisse, Sprecher et Schuh, Alsthom est l'un des premiers mondiaux pour l'appareillage haute et moyenne tension. Hormis la Navale et la robotique, cette place parmi les premiers capitalistes mondiaux, Alsthom la tient dans le domaine de production de chacune de ses divisions.



Côté transformateurs, les capacités de production d'Alsthom, regroupées avec celles des deux autres constructeurs français placent la France au septième rang des constructeurs mondiaux. En 1984 ce potentiel était encore utilisé à 70%, bien au-dessus de tous les autres constructeurs occidentaux (60% pour le Japon et la Suède, 45% aux USA, 40% au Canada).

On le voit, les capitalistes qui dirigent Alsthom ont peu de leçons à recevoir en matière d'agressivité impérialiste... et d'exploitation des travailleurs ! Pourtant, ils subissent comme tous les autres les contrecoups de la crise. En particulier de la crise récente dans la production de l'énergie nucléaire, secteur autour duquel le groupe s'est restructuré ces dix dernières années.

ALSTHOM ET LE NUCLEAIRE

En 1974, au moment même où la crise économique se généralisait à l'ensemble du système capitaliste mondial, la maison mère CGE se partageait avec trois autres trusts impérialistes – Empain-Schneider, Pechiney-Ugine-Kuhlman, et Westinghouse – le fabuleux marché ouvert par le lancement du programme électronucléaire français. L'Etat venait en effet de décider d'accroître le parc des centrales électriques de 6 réacteurs nucléaires supplémentaires par an pendant 20 ans : plusieurs milliards de francs de commandes annuelles pour CGE et Alsthom entre les groupes turbo-alternateurs, l'équipement électrique et mécanique, les transformateurs des centrales et l'extension du réseau électrique.

Grâce au nucléaire, Alsthom a largement développé ses profits en augmentant son capital, le nombre des travailleurs qu'il exploite (+ 15%) et ses ventes (de 15 à 20%). Aux 7500 travailleurs emploie directement dans le nucléaire, il faut ajouter 7500 emplois chez les sous-traitants directement liés à cette activité.

En 1981 encore, le groupe encouragé par EdF engageait un important programme d'investissements sur deux ans pour améliorer sa productivité face aux concurrents.

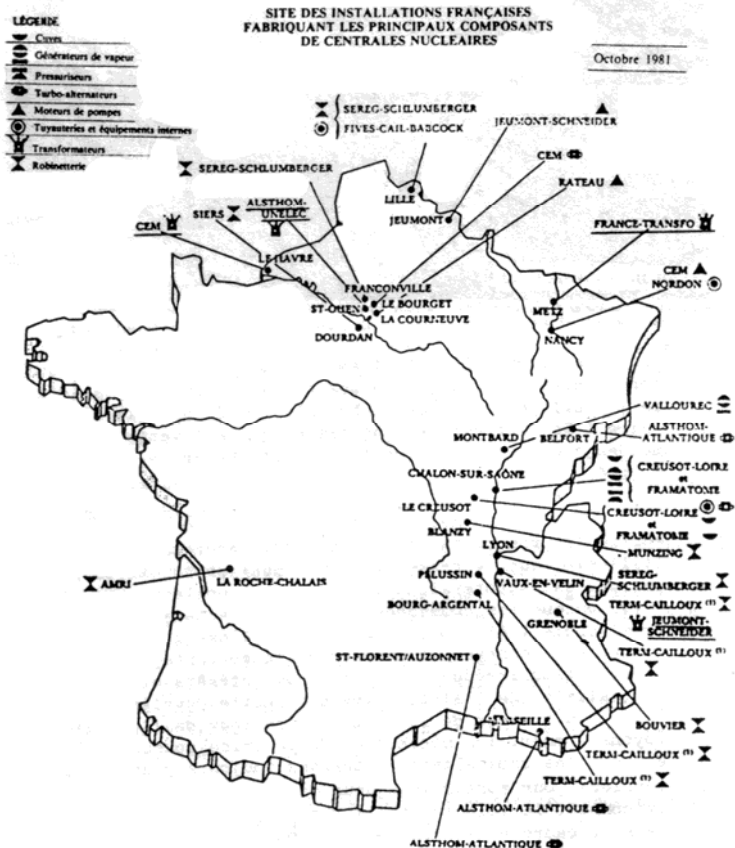
Dans l'usine où le nucléaire absorbait l'essentiel des commandes d'EdF, cela s'est traduit par un plan de modernisation mené tambour battant entre 82 et 85 :

- Doublement des capacités de production en Condensateurs moyenne tension,
- Généralisation des moyens informatique (micro-ordinateurs) dans les ateliers et les bureaux, Conception assistée par ordinateur au Bureau de Dessin,
- Pour les transformateurs, deux tours verticales pour enroulements, machine Georg à découper les tôles magnétiques, nouvelle cuve à traitements aux capacités accrues, machines programmables pour la

découpe des isolants, amélioration de la machine à transposer, nouveau mode de séchage des parties actives, ponts roulants, machine à tracer et oxycouper en Chaudronnerie etc.

Modernisation accompagnée de la suppression de nombreux postes de travail.

Mais depuis 1983, avec la crise de l'énergie et la baisse mondiale de la consommation énergétique, le programme électronucléaire français a été réduit de 6 réacteurs à un seul en 1983, et les commandes étrangères se font toujours attendre. Une partie des 6000 suppressions d'emploi de ces deux dernières années est liée à cette situation.



Et à l'horizon 1988, c'est entre 3000 et 4500 emplois qui sont menacés par la baisse des commandes nucléaires (d'après le journal patronal « Usine Nouvelle »). Si nous laissons faire ! En particulier dans les cinq ans à venir les commandes d'EdF en transformateurs vont chuter de plus de moitié.

Pour mieux mesurer tous les enjeux de notre lutte contre les restructurations, ne nous raccrochons pas à l'illusion que la crise est simplement provoquée par les patrons qui saboteraient la production et les ventes (version PCF), ou que des commandes il y en aura toujours pour un trust comme l'Alsthom, ou encore que l'essentiel c'est de lutter dans essayer de comprendre le contexte économique et l'opposition irréductible entre nos intérêts et ceux des capitalistes de l'Alsthom (version Lutte Ouvrière).

Au travers de l'exemple du secteur de l'énergie, voyons comment les mécanismes de la crise poussent Alsthom et tous les capitalistes à

écraser toujours plus leurs ouvriers pour sortir vainqueurs de la guerre économique. Et comment la volonté de l'Inter CFDT de limiter les dégâts dans ce cadre n'est qu'une illusion.

Les trusts de l'industrie électrique dans la tourmente de la crise

LA PENETRATION DU CAPITALISME DANS LA PRODUCTION D'ENERGIE

Dans la vie de tous les jours, nous utilisons toujours plus de marchandises. Le développement des appareils ménagers et des plats cuisinés est un bon exemple. On voit par là que le capitalisme pénètre sans cesse tous les secteurs de la vie à la recherche de nouveaux besoins à satisfaire sous forme de marchandises. Souvent ces marchandises représentent un progrès partiel : gain de temps, effort physique économisé. Mais ceci est accessoire pour le capitalisme. Ce n'est que le moyen de satisfaire son besoin à lui : réaliser du profit en exploitant les ouvriers qui produisent ces marchandises ; toujours plus de profit au travers de l'exploitation maximale des ouvriers. Et pour cela, il lui faut réinventer sans cesse les profits dans la production : c'est ce que Marx appelle l'accumulation du capital. Voilà le moteur du système capitaliste.

La production d'énergie 'n'échappe pas à ce phénomène. Quelles différences y a-t-il entre aujourd'hui, où il suffit de tourner un bouton pour augmenter la chaleur fournie par un radiateur électrique, et il y a trente ans quand il fallait se taper régulièrement la corvée de bois, de charbon des fourneaux ? Gain de temps, de fatigue, certes,

mais qui n'a rien de gratuit. Mais d'abord pour le capitalisme développement considérable dans le secteur énergétique des capitaux, des ouvriers, de leur productivité et de ses profits.

Mais alors comment la crise est-elle venue bloquer ce processus d'accumulation ?

UNE CONCURRENCE ACCRUE ENTRE CAPITALISTES

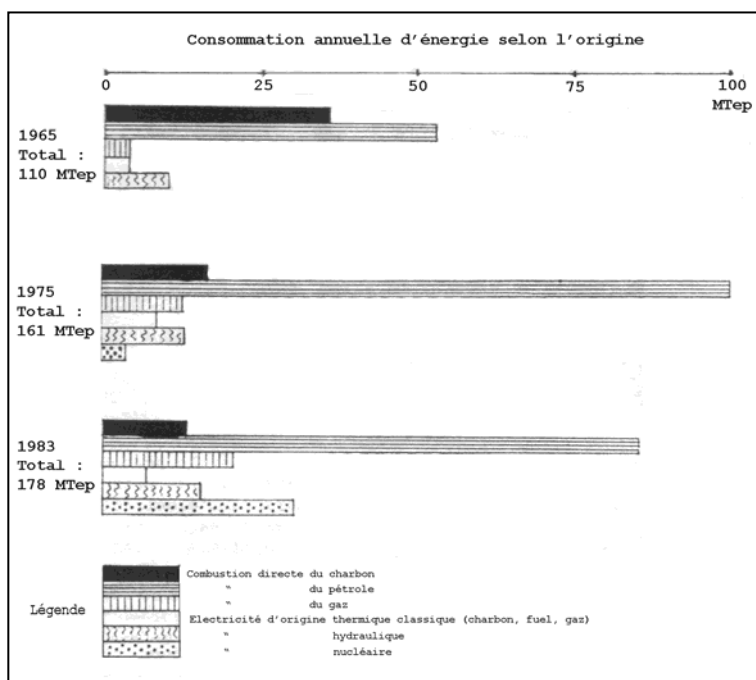
Il y a vingt ans la consommation de l'énergie en France était dominée par la combustion directe du charbon et du pétrole. C'était l'heure de prospérité des profits de Charbonnage de France et des grands groupes pétroliers, parmi lesquels les deux grands français, la Société Nationale Elf-Aquitaine, et la Compagnie Française des Pétroles.

Dans tous les pays industrialisés la consommation d'énergie accompagne la croissance à un rythme soutenu et même plus élevé (+ de 5% par an). La rentabilité élevée des capitaux, ce que les marxistes appellent le taux de profit, y attire toujours plus les capitalistes. La concurrence s'aiguise. Chacun essaye d'être le meilleur en améliorant sa productivité pour gagner des marchés au détriment des autres. Les mêmes efforts fournis par tous conduisent à une baisse de temps de travail moyen nécessaire à produire une même quantité d'énergie. Le coût de l'énergie baisse, et les capitaux les moins performants disparaissent, tandis que les autres se développent : la concentration capitaliste s'accélère dans le secteur de l'énergie.

- On voit alors la perte de vitesse des Charbonnages de France, détrônés par d'autres trusts sur la base de gisements étrangers plus rentables, plus modernes, exploités par une main d'œuvre moins chère car moins organisée.
- Le charbon est distancé comme source d'énergie par le pétrole : les propriétés de ce dernier permettent en effet d'en tirer plus d'énergie moyennant un travail moindre et les profits extorqués sont améliorés par le pillage effréné des richesses dans les pays producteurs et par un machinisme très développé dans les métropoles impérialistes.

Ces deux premiers résultats conduisent à une accumulation de capital dans l'énergie qui ne profite plus autant aux capitalistes français, mis à part les deux groupes pétroliers.

DU TOUT PETROLE AU TOUT NUCLEAIRE



Les capitalistes français décident par leur quartier général l'Etat de développer une source d'énergie concurrentielle susceptible de mettre en valeur une proportion plus importante de capitaux français : l'ELECTRICITE. C'est l'orientation tout électrique imprimée au secteur énergétique à partir de 1970. Dès lors, la production de l'électricité progressera plus rapidement que les autres sources d'énergie : entre 1965 et 1975 l'électricité hydraulique augmente de 30%, les nouvelles centrales thermiques brûlent 75% de charbon en plus, quatre fois et demi plus de pétrole (ce qui favorise encore els affaires des trusts pétroliers).

Les capitalistes de l'électromécanique, CGE, Alsthom, Schneider etc. trouvent dans ce

nouveau choix énergétique de quoi se restructurer pour relancer la rentabilité de leurs capitaux ébranlés après les luttes ouvrières de 67, 68 et après : pour l'Alsthom Saint-Ouen, les grèves tournantes de 67,68, la lutte de la Delle en 71-72, pour la CGE la grève victorieuse de 57 jours des OS du Joint Français en 72. Entre autres exemples.

Le chauffage électrique est développé à grands coups de publicité et sans doute de prix promotionnels. Dès 1975, un tiers de l'électricité consommée dans les maisons et les bureaux sert au chauffage. C'est là un énorme gaspillage social puisque pour obtenir sous forme électrique ce chauffage, il faut brûler deux fois et demi plus de combustible dans les centrales que par combustion directe dans des chaudières locales. En tous cas, cela rapport bien à EdF, en amont aux trusts pétroliers, et aux constructeurs de centrales. Mais aussi aux entreprises du bâtiment pour qui une installation électrique revient moins cher à la construction d'un immeuble, la facture plus lourde à la consommation restant aux frais des locataires.

L'installation d'une chaudière électrique à la charge du propriétaire coûte moins cher que celle d'une chaufferie au gaz ou au fuel ce qui explique le succès rencontré par EdF dans le résidentiel neuf. Mais le locataire qui assure l'entretien a de quoi se poser des questions.

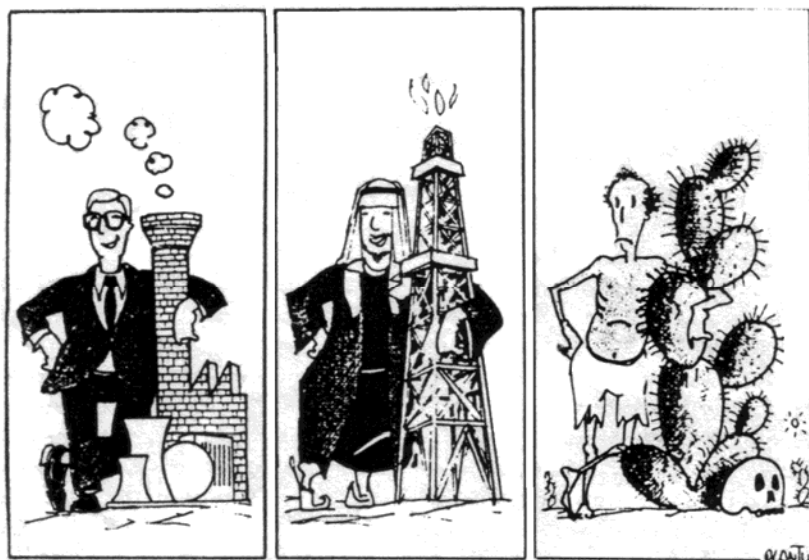
Pour un logement neuf de 110m2 l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a calculé les charges annuelles des différents modes de chauffage. Verdict : 5200 F pour le gaz, 5900 F pour le fuel, et 7100 F pour l'électricité. Plutôt dissuasif !

Notons que la CGE jouait sur plusieurs tableaux par l'intermédiaire de ses filiales : les unes comme Alsthom fabriquaient les équipements des centrales et du réseau, une autre, la SGE maintenant revendue, construisait des immeubles chauffés électriquement.

Mais pour que l'électricité continue à se développer, il faut que son coût rivalise avec celui des autres sources d'énergie. Jusqu'en 1973, le prix des produits pétroliers n'avait pas cessé de baisser grâce au pillage des pays dominés. EdF avait privilégié la construction de centrales au fuel toujours plus grosses (calibre Porcheville) au détriment des centrales hydrauliques ou au charbon, tandis que la France tirait les 2/3 de son énergie du pétrole. Cependant, la lutte des classes se développait dans les pays producteurs ; les contradictions entre trusts impérialistes et bourgeoisies locales sur la part du gâteau à se partager s'aiguisaient sur cette base. Et 1973 voyait la décision des pays de l'OPEP de récupérer une partie des profits pétroliers : le prix du pétrole a été brutalement multiplié par 2,8/, ce que la presse bourgeoise appelle le choc pétrolier. En fait ce n'est qu'en 1979 que le pétrole retrouvait la valeur en francs constants qu'il avait vingt ans plus tôt.

Tous les industriels français, consommateurs de produits pétroliers subissent alors une perte de leur marge bénéficiaire. Leur position est affaiblie par ce surcoût de l'énergie vis-à-vis des pays capitalistes eux-mêmes producteurs de pétrole. Une solution s'impose : poursuivre le développement de l'électricité en rompant avec les centrales au fuel et de manière à favoriser l'accumulation des capitaux sur des bases plus nationales.

L'électronucléaire – production d'électricité à partir de la chaleur fournie par l'énergie nucléaire dans un réacteur – est adoptée en 1974 au plus haut niveau de l'Etat français. La construction de 6 réacteurs nucléaires par an est planifiée jusqu'en l'an 2000 selon un rythme défini à partir des hausses de consommation enregistrées dans les années 65-74.



LE NUCLEAIRE ACCELERE LA CONCENTRATION DES CAPITAUX

La plupart des pays capitalistes avancés adoptent la même attitude, dans la mesure où ce choix énergétique renforce les trusts impérialistes (et leur interdépendance) en limitant en même temps la dépendance vis-à-vis des pays de l'OPEP.

Mais aucun n'adopte en fait un programme aussi rapide, massif et centralisé qu'en France :

- Soit qu'il dispose d'autres sources d'énergie bon marché (charbon en Allemagne, charbon et pétrole en Grande-Bretagne, aux USA, au Canada)
- Soit que les capitaux financiers privés y aient la force d'engager à eux seuls les investissements nécessaires à l'aventure du nucléaire (USA)

La France, dont l'histoire est caractérisée par un centralisme profond avait déjà mobilisé les capitaux au niveau de l'Etat pour développer la recherche nucléaire. L'Etat intervient de nouveau comme sponsor pour orienter les capitaux, répartir les rôles et régler les rivalités entre les capitalistes autour du développement de l'industrie nucléaire.

Un seul type de centrale est choisi pour être standardisé, à partir d'une licence Westinghouse, car c'est celui qui permet la meilleure accumulation du profit et qui donne le plus de chance à l'exportation où les américains ont déjà une longueur d'avance avec des modèles du même type.

Pour que l'électricité nucléaire soit compétitive par rapport aux autres sources d'énergie, il lui faut franchir des bonds de productivité que seule la concentration des capitaux dans des installations gigantesques permet d'atteindre.

- Concentration dans les centrales où EdF est obligée d'emprunter énormément pour assurer le rythme. Son autofinancement passe de ce fait de 70% à 40%, entre 1973 et 1977. Autre conséquence les efforts de développement d'autres sources d'électricité comme l'hydraulique ou le solaire doivent être abandonnés.
- Concentration en amont chez les constructeurs des différentes parties des centrales nucléaires et des équipements du réseau qui les prolonge : CGE-Alsthom, Creusot Loire, entreprises du bâtiment. En 1980 ces groupes se partageaient 20 milliards de commandes issues du programme électronucléaire.
- Concentration dans l'industrie du combustible nucléaire avec le développement des sociétés d'Etat CEA et COGEA et de la société privée Pechiney-Ugine-Kuhlman.

Coût comparé du kWh nucléaire et du kWh au charbon, à la sortie du turbo-alternateur (en centimes, au 01/01/1981)

	Nucléaire 2x1300 MW	Charbon 2x700 MW
Investissements	8,5	6,0
35% chaudière (Framatome)		
26% génie civil et site		
13% turbo-alternateur (Alsthom)		
17% mécanique, électricité, contrôle (Alsthom, CGE))		
Exploitation (EdF)	3,0	3,1
Combustible	1,8	11,0
Traitement du combustible		
Enrichissement et retraitement de l'uranium	2,4	
Désulfuration du charbon		2,8
TOTAL en cm/kWh	15,7	22,9

Entre les investissements et le traitement du combustible nucléaire (11 cm/kWh) les capitalistes français ont plus de quoi mettre en valeur leurs capitaux dans le nucléaire que dans le charbon (6cm/kWh). Et cela sans parler de l'extension du réseau électrique.

La CGE n'est pas le seul rapace attiré par le nucléaire

Le nucléaire a aussi attiré des investissements massifs de Creusot Loire pour constituer la société Framatome, qui emploie 5300 personnes à la fabrication des réacteurs. L'outil de production de Framatome a été conçu de manière très sophistiquée pour répondre aux impératifs techniques et de qualité du nucléaire (presse de 9000T, perceuses-aléseuses à commande numérique, immenses tours verticales...).

De leur côté, les banques Paribas et Lazard ont guidé un long processus d'accumulation-concentration du capital pour créer un groupe – Pechiney-Ugine-Kuhlman – à la taille des investissements requis par la fabrication du combustible des centrales nucléaires, qui constituent d'ailleurs un débouché miracle pour les autres branches industrielles de ce groupe.

LA CRISE DANS L'INDUSTRIE NUCLEAIRE

Dans tous les pays capitalistes avancés, la relance de l'industrie électrique par le nucléaire a constitué un marché providentiel pour les capitaux confrontés à la crise général et à la recherche du meilleur taux de profit.

En France en particulier, plusieurs facteurs aident les groupes industriels du nucléaire à dégager des profits importants en proportion des capitaux investis.

- Peu de frais de recherche et de développement, car en dehors des frais assumés par Westinghouse et payés à l'achat de la licence, toute la mie au point du cycle qui dégage le combustible et une partie de la mise au point des nouvelles technologies utilisées ont été réalisées par la mobilisation du budget de l'Etat au travers du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). S'il y avait eu le même effort de recherche-développement sur la désulfuration du pétrole et du charbon, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de pluies acides sur l'Europe.
- Très peu de frais commerciaux, puisque l'écoulement est assuré par EDF et que ses centrales en fonctionnement servent de vitrine pour l'exportation.
- Marge bénéficiaire garantie puisqu'aucun concurrent ne mettra sur le marché français les mêmes produits à un prix inférieur.
- Et surtout, productivité accrue par le recours à des technologies performantes dont le coût peut facilement être amorti vu la standardisation, la quantité et le gigantisme des produits demandés.

Les industries énergétiques concurrentes sont elles-mêmes contraintes de développer leur productivité. Les machines remplacent toujours plus le travail des hommes, le temps de travail nécessaire à la production d'une même quantité d'énergie baisse, ainsi que la part que s'approprie le capitaliste : le taux de profit baisse.

Il en va de même dans l'industrie des transformateurs où la concurrence n'a cessé de s'élever avec le développement des capacités des gros constructeurs occidentaux et avec la multiplication d'usines locales dans les pays en voie de développement (Brésil, Inde, Indonésie...).

Dans un premier temps, la masse des profits dégagés autour de l'électricité augmente malgré cette baisse du taux de profit, grâce à une hausse encore plus rapide des capitaux investis. Cette hausse est alors favorisée par l'extension rapide du marché de l'électricité parallèlement à la chute de la consommation du pétrole. En France, la part de l'énergie consommée sous forme d'électricité est ainsi passée de 20% en 1975 à 34% en 1983. Le poids important des investissements nécessaires au nucléaire accentue encore cette tendance.

Mais à la fin des années 70, trois facteurs se conjuguent pour faire chuter les profits :

- Une vague de luttes ouvrières sur les revenus, l'emploi et les conditions de travail accélère la baisse du taux de profit : grève avec occupation à l'Alsthom fin 79, luttes des travailleurs du nucléaire, notamment chez les hors-statut, etc.
- Les luttes anti-nucléaires et les problèmes de sûreté qu'elles mettent en évidence ralentissent l'accumulation du capital dans ce secteur.

- La consommation d'électricité ne se développe plus, tandis que la consommation globale d'énergie s'effondre, conséquence de l'approfondissement de la crise dans le bâtiment et dans l'industrie.

L'incapacité du capitalisme à prévoir ses soubresauts

Pour l'ensemble des pays industrialisés, le taux annuel de croissance est tombé :

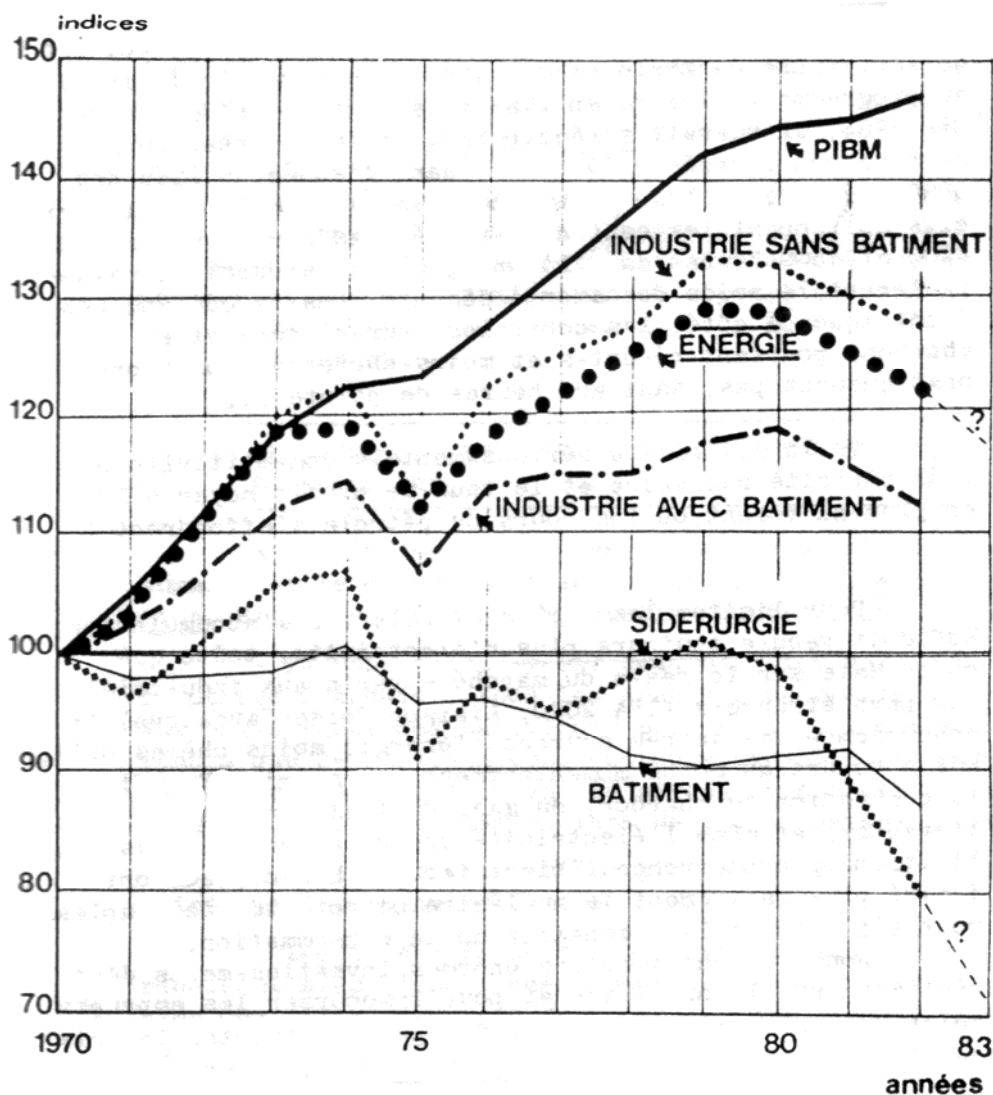
- Pour la production des richesses, de 5,1% dans les années 60 et 70, à 3,2% dans les années 70-80.
- Pour la vente de l'énergie : de 5,3% dans les années 60-74 à 2,5% de 74 à 79.

En 1974, la France prévoyait pour 1985 une consommation d'énergie de 240 millions de Tep, dont

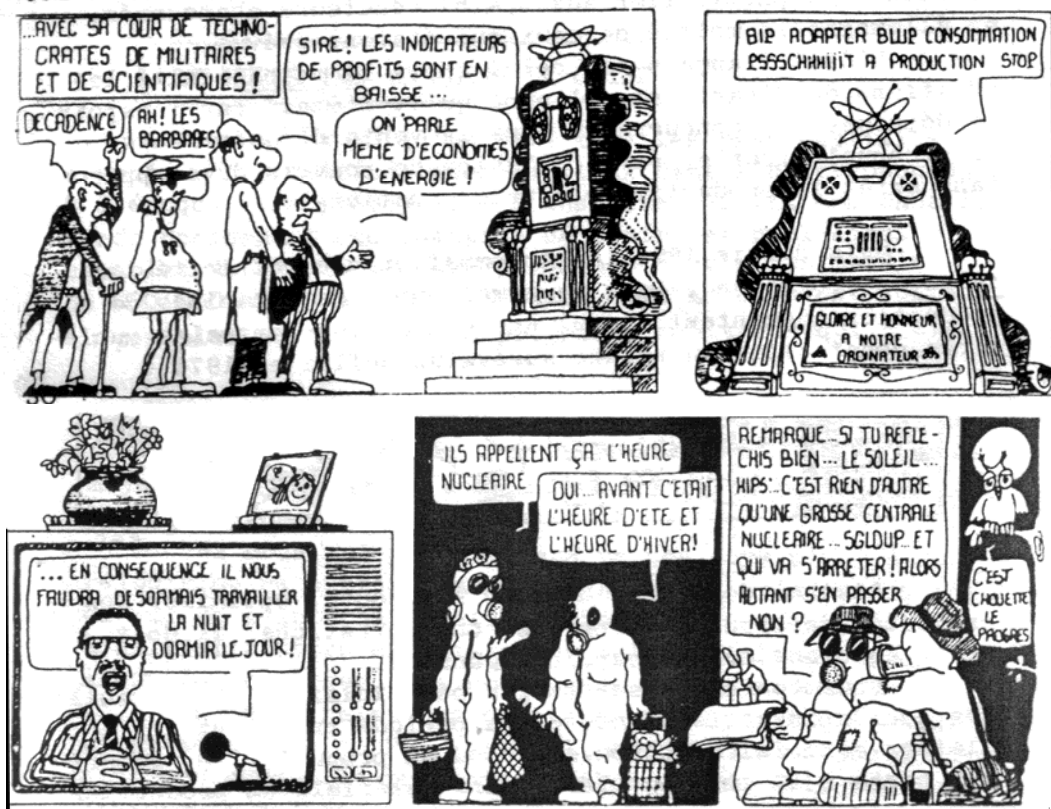
- 83 pour l'industrie
- 88 pour les résidences et le tertiaire

La réalité de la crise en 1983 les a fait ramener leurs prévisions 1985 à 177 millions de Tep dont : 48 pour l'industrie et 72 pour les résidences et le tertiaire. Les différences entre les prévisions de 1974 et la réalité de 1985 sont à rechercher avant tout dans la crise :

- Pour les résidences dans la chute du bâtiment et les économies d'énergie,
- Pour l'industrie dans la baisse relative de la production, la chute de la sidérurgie (-24%) et les économies d'énergie entraînées par les nouveaux procédés de fabrication (voir les courbes ci-dessous)



SCIENCE-FICTION SUR LA BOURGEOISIE NUCLEAIRE...



LE NUCLEAIRE ACCELERE LA CRISE

Nous avons vu qu'en 1974 tous les pays capitalistes avancés ont précipité leurs capitaux dans l'électronucléaire. A l'époque, ils prévoyaient d'installer en dix ans dans le monde occidental une quantité de centrales nucléaires capables de développer une puissance électrique totale de 600 000 MW. Onze ans plus tard, fin 1985, c'est juste un peu plus du tiers de ce programme ambitieux qui a été réalisé : en particulier aux USA 87 réacteurs abandonnés, en Allemagne la moitié de ceux qui étaient prévus.

L'Etat français est celui qui a le moins limité les ambitions du départ, aiguillonné qu'il l'était par l'espoir de dépasser ses concurrents dans la vente d'équipements électronucléaires et par l'illusion de pouvoir développer sans arrêt la production électrique nationale.

Mais depuis 1981 la consommation d'électricité cesse de progresser. Dans le même temps les capacités de production augmentent chaque année avec les centrales nucléaires construites au rythme surévalué défini en 1974.

Comme il s'écoule près de dix ans entre la décision de lancer une centrale et sa mise en service, le frein mis au programme nucléaire en 1982 ne prendra effet que vers 1990. Dès 1983, il y avait suréquipement et les 34 réacteurs en service ont tourné 5100 heures dans l'année au lieu des 6000 prévues. En 1990 la France disposera de 13% d'électricité en trop et les centrales nucléaires ne tourneront qu'entre 4200 et 4500 heures dans l'année. Ce qui alourdit considérablement le poids des amortissements dans le coût du kWh électrique. A côté, les centrales hydrauliques et au charbon, pourtant récentes et moins chères ne fonctionneront pratiquement pas, sauf aux heures de pointe...

Voilà qui limite sérieusement la compétitivité de l'électricité nucléaire et le taux de profit moyen d'EdF, en plus au moment où les cours du pétrole s'effondrent !

Pour limiter les dégâts et relancer l'accumulation, EdF doit vendre toujours plus d'électricité, coûte que coûte. Mais sur le reste du marché – vente aux industriels ou aux pays étrangers (IFA 2000, liaison Corse-Sardaigne) la concurrence des autres sources d'énergie moins chères oblige EdF à vendre au moins momentanément à bas prix. En effet, la combustion du charbon, du gaz, du fuel a repris de l'avantage, et même l'électricité produite par les

pays limitrophes concurrence l'électricité d'EdF car eux ont freiné plus rapidement le nucléaire et ont plus de souplesse pour s'adapter à la stagnation de la consommation.

Pour rentabiliser les énormes investissements déjà réalisés dans le nucléaire, et pour rembourser les emprunts colossaux contractés, EdF n'arrête pas d'augmenter le prix de l'électricité vendue aux particuliers, vous et moi !

- Le prix du kWh a augmenté pour nous de 16% en francs constants entre 1979 et 1984 et il pourrait encore augmenter d'un quart d'ici 1990.
- La location des compteurs pénalise aussi les petits consommateurs vis-à-vis des gros.

Au total, les petits consommateurs payent les 2/3 de la facture électrique française, bien qu'ils ne consomment qu'1/3 de l'électricité ! C'est là une nouvelle manifestation de la domination du capitalisme sur notre vie, et de sa tendance à baisser notre pouvoir d'achat pour se restructurer.

LES REPERCUSSIONS SUR ALSTHOM ET LES GROUPES DU NUCLEAIRE

Avec l'effondrement des commandes d'EdF, l'usine comme tout le groupe doit se concentrer sur l'exportation. Elle y rencontre de nouvelles contraintes.

- La concurrence y est beaucoup plus vive que sur le marché français : tous les grands concurrents affrontés aux mêmes problèmes bataillent pour ravir les mêmes marchés, tandis que de nouveaux constructeurs dans les pays en voie de développement atteignent le niveau de compétitivité requis pour déloger les anciens de leurs chasses gardées.
- La consommation d'énergie baisse partout au moins aussi vite qu'en France.
- Les capacités de financement des achats se réduisent avec l'endettement pour de nombreux pays, si bien que l'Etat français doit trouver des aides financières aux pays acheteurs.



Dans les pays en voie de développement, le remplacement du pétrole par les grosses centrales électriques exigerait des investissements équivalents au tiers du total réalisé dans la production. Ceci est impossible compte tenu de l'endettement déjà insoluble de ces pays. Etranglés par leur dette à l'impérialisme, ces pays ne s'équipent en centrales nucléaires que pour le minimum nécessaire à ce que leur bourgeoisie accède au plutonium élément fondamental pour l'arme nucléaire.

Alsthom doit donc baisser ses coûts, optimiser ses capacités de production par des concentrations, il doit aussi absorber des concurrents gênants. Pour conserver ses marges bénéficiaires et rentabiliser les lourds investissements de la période précédente, Alsthom doit faire un nouveau bond en productivité, effort qu'il porte à la fois sur les moyens matériels de production et sur l'adaptation des moyens humains

au travers des licenciements, de l'exploitation et de la flexibilité renforcés.

C'est pour cette raison, et non par une quelconque politique délibérée de casse du potentiel national, comme le prétendent CGT et PC que le groupe supprime des unités, rachète d'autres entreprises françaises, comme la CEM ou Sprecher et Schuh. Son but est ici d'obtenir un volume suffisant pour financer des recherches coûteuses dans des centres d'essai très outillés, d'après les déclarations mêmes de notre PDG. Car faire ce nouveau bond de productivité cela nécessite des investissements tels que les profits dégagés de l'exploitation, même en hausse, ne sont plus suffisants. La recherche, la modernisation, ça coûte de plus en plus cher ! C'est un pari audacieux, un quitte ou double.

C'est avec le même pari, perdu, que Creusot Loire s'est cassé les dents l'an dernier, abandonnant toutes ses activités après avoir investi d'énormes sommes dans la société Framatome. Et qui est là pour racheter les dépouilles de Framatome ? La CGE elle-même !

De même en 1982, le groupe PUK avait dû abandonner sa filière chimie pour se concentrer sur l'aluminium et le nucléaire.

Dans tous les cas, ces restructurations amènent licenciements et dégradation de conditions pour la masse des ouvriers restants.

Quant aux ventes de technologie par Alstom à des pays nouveaux venus dans l'industrie électromécanique, il faut y voir une victoire partielle du groupe sur ses concurrents étrangers ; car ces pays sont encore largement dépendants des impérialistes occidentaux pour le développement de leur industrie et ce type de vente constitue un autre moyen de maintenir la domination française pour continuer à en tirer des profits.

Ni nous, ni les ouvriers de ces pays n'ont à se réjouir de ce succès. Parce que nous nous plaçons du point de vue de l'internationalisme prolétarien qui a intérêt à affaiblir notre ennemi commun, l'impérialisme, pour mieux le renverser, ici comme dans les pays dominés.

Et nous rejetons complètement la critique chauvine et nationaliste du PC, quand il reproche le manque d'investissements dans la production nationale du fait des investissements à l'étranger.

Quelques conclusions

Voilà rapidement esquissée la crise économique dans notre domaine de production. L'analyse du mode de production capitaliste de l'énergie qui la porte mériterait d'être approfondie sous divers angles plus ou moins liés à cette crise et au nucléaire :

- Concentration gigantesque de la production et de la recherche dans les mains des deux monopoles EdF et CEA
- Lien permanent entre nucléaire militaire et nucléaire civil, et militarisation accrue de ce secteur économique, comme de toute l'économie capitaliste, un degré de plus étant franchi avec les surgénérateurs.
- Renforcement de l'interdépendance entre pays impérialistes (à l'ouest et aussi à l'est), autour du nucléaire, pour mieux asseoir la domination sur les autres pays.
- Pillage des matières premières dans les pays dominés.
- Destruction des équilibres écologiques aggravée par le programme nucléaire notamment dans le transport de l'électricité et le retraitement des déchets.
- Aggravation des conditions des travailleurs du nucléaire.
- Besoin capitaliste de gaspiller de l'énergie non seulement dans le chauffage, mais aussi dans les transports avec le développement prioritaire des moyens de transports individuels et non électriques... Etc.

Mais cette première analyse permet de tirer quelques conclusions importantes pour notre combat révolutionnaire.

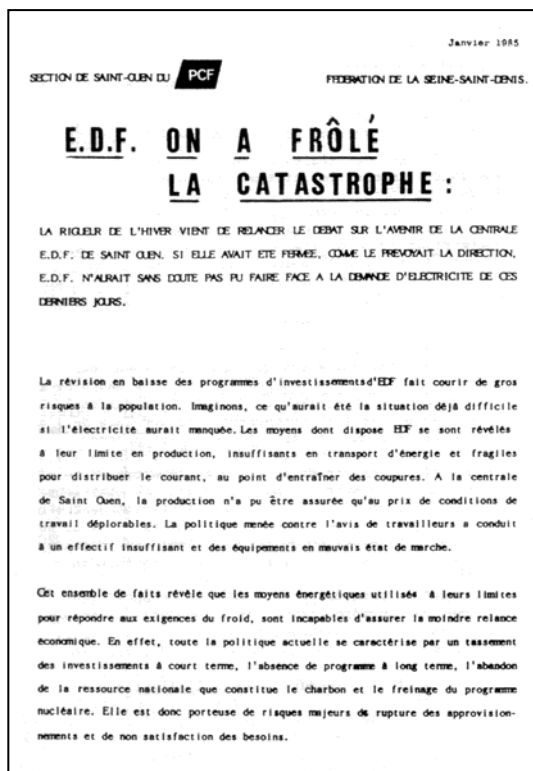
- 1) La production et la consommation de l'énergie sont totalement modelés par le capitalisme, à tous les niveaux de la société, depuis la consommation individuelle jusqu'aux choix énergétiques adoptés au plus haut sommet de l'Etat. L'électricité en particulier a renforcé la domination du capital sur cette source vitale qu'est l'énergie au travers d'un réseau aussi bien centralisé que diffus.

Changer les règles du jeu dans ce domaine, c'est absolument impossible petit morceau par petit morceau ; il faut au contraire engager une lutte politique ample visant au bouleversement profond de la société existante et à la destruction de l'Etat, chef d'Etat-major de la politique énergétique comme on l'a vu. Cela rend d'autant plus incontournable la prise du pouvoir par la classe ouvrière afin de mettre en œuvre une politique qui réponde aux besoins de toute la société.

- 2) Une telle analyse rend absolument dérisoire tous les arguments du PC sur la crise, la mauvaise gestion, la casse des entreprises et du potentiel national. Le PC nie soigneusement la concurrence, le modelage de l'appareil de production par le capitalisme et les antagonismes de classe qu'il renferme. Il prétend améliorer le sort des exploités et sortir de la crise en développant le même appareil de production, en préservant les positions de l'impérialisme français et la compétitivité de ses capitaux en partageant un peu mieux entre profits et salaires sans toucher à la division du travail. Tout son programme énergétique mène à cela : renforcement de l'indépendance nationale, développement de l'énergie nucléaire qualifiée de « facteur puissant de progrès scientifique et technologique », développement des surgénérateurs, de la production charbonnière nationale, de l'électricité sous toutes ses formes, effort de prospection géologique dans le monde...

Tout son discours propage l'illusion d'un capitalisme sans crise, organisé, planifié et non pas anarchique, d'une sortie de crise sans bobos pour les exploités. Cela éloigne la classe ouvrière de la prise en main de son sort, de la lutte pour le socialisme et cela l'enchaîne à la défense de l'impérialisme français.

Le tract que nous reproduisons ci-dessous montre bien comment le PC propage ces illusions, en s'appuyant sur l'apparence des choses, sur certaines contradictions réelles, tout en niant les causes profondes.



EDF : on a frôlé la catastrophe :

La rigueur de l'hiver vient de relancer le débat sur l'avenir de la centrale EdF de Saint-Ouen. Si elle avait été fermée, comme le prévoyait la direction, EdF n'aurait sans doute pas pu faire face à la demande d'électricité de ces derniers jours

La révision en baisse des programmes d'investissements d'EdF fait courir de gros risques à la population. Imaginons, ce qu'aurait été la situation déjà difficile si l'électricité avait manqué. Les moyens dont dispose EdF se sont révélés à leur limite de production, insuffisants en transport d'énergie et fragiles pour distribuer le courant, au point d'entraîner des coupures. A la centrale de Saint-Ouen, la production n'a pu être assurée qu'au prix de conditions de travail déplorables. La politique menée contre l'avis des travailleurs a conduit à un effectif insuffisant et des équipements en mauvais état de marche.

Cet ensemble de faits révèle que les moyens énergétiques utilisés à leurs limites pour répondre aux exigences du froid sont incapables d'assurer la moindre relance économique. En effet, toute la politique actuelle se caractérise par un tassement des investissements à court terme, l'absence de programme à long terme, l'abandon de la ressource nationale que constitue le charbon et le freinage du programme nucléaire. Elle est donc porteuse de risques majeurs de rupture des approvisionnements et de non satisfaction des besoins.

L'ENERGIE EST EN FAIT LE REFLET ET LE MOTEUR DE L'ECONOMIE

Pour notre part, nous avons présenté depuis 1981 un ensemble de propositions pour transformer la politique énergétique en facteur de croissance économique et sociale, en moyen de l'indépendance nationale, réduisant le déficit du commerce extérieur.

Pour l'électricité, un programme d'équipements de production, de transport et de distribution s'impose pour les années 1985 à 1990. Il apparaît, en particulier, nécessaire dès 1985 d'entreprendre la construction de deux tranches nucléaires, de renoncer au déclassement des centrales à charbon, d'élaborer un plan pour les besoins des années 1990 conjuguant nucléaire, charbon national, hydraulique et d'y voir intégrer le développement industriels des surgénérateurs. La décision de fermeture de la centrale EdF de Saint-Ouen est prématurée.

La révision de la politique énergétique dans un sens dynamique ne manquerait pas d'avoir des effets heureux et nécessaires sur l'ensemble des industries de biens d'équipement. La situation faite à Creusot-Loire, à l'Alstom et à d'autres entreprises, s'en trouverait transformée et l'emploi assuré. Il est possible de développer l'Alstom à Saint-Ouen, d'arrêter les licenciements, de relancer la production.

COMME LE PROPOSENT LES COMMUNISTES, IL FAUT TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE LA SITUATION ACTUELLE ? ET FAIRE D'AUTRES CHOIX PLUS CONFORMES AUX BESOINS DES FRANÇAIS. IL EST POSSIBLE ET NECESSAIRE DE S'ATTAQUER A LA CRISE

Et même si on se place sur le terrain réformiste du PC, d'une meilleure gestion de l'énergie à l'intérieur du système capitaliste, on s'aperçoit vite que ses propositions ne tiennent pas la route : relancer les mines de charbon françaises, nettement moins productives que celles de la plupart des concurrents, poursuivre le rythme passé de construction de centrales nucléaires PWR pourtant mal adaptées au développement souhaité des surgénérateurs... tout cela requiert des capitaux énormes, qui seraient plus judicieusement utilisées à développer autrement d'autres sources d'énergie. Et qui paierait finalement ce surcoût, par l'intermédiaire de l'Etat ? Sans mobilisation révolutionnaire des masses, il serait naturellement puisé sur le revenu de celles-ci, par l'impôt !

- 3) Reste une question souvent mise en avant (ainsi que par Lutte Ouvrière d'ailleurs) et qui peut tromper : les capitalistes, préfèrent spéculer que d'investir. Sous-entendu : obligeons les capitalistes à investir et non pas à spéculer, et il n'y aura plus de crise.

Le texte de cette plaquette éclaire cette question : même si les profits dégagés augmentent, ils ne sont pas suffisants pour permettre de faire un saut supplémentaire dans la modernisation et les gains de productivité. Car avec le développement des sciences et techniques, les investissements nécessaires sont beaucoup trop lourds, alors que la part du travail vivant (celui de l'ouvrier), seule source de plus-value, est déjà très faible au rapport au travail mort (machines...) qui ne lui rapporte rien.

Mais les profits existent néanmoins, et si le capitaliste ne réussit pas à se concentrer (cf Desgeorges à propos de Sprecher et Schuh), les patrons spéculent. A noter que ce n'est jamais qu'un investissement indirect par l'intermédiaire du système bancaire et financier.

La spéculation n'est donc absolument pas la cause de la crise. Elle en est au contraire la conséquence ! Et l'aggrave à son tour, bien entendu !

Voilà pour en finir avec des analyses économiques soi-disant sérieuses, qui ne servent qu'à nous endormir un peu plus et retardent l'attaque contre le capital.

- 4) « Oui, c'est bien ce que vous dites. Mais vous critiquez, et qu'est-ce que vous proposez ? Voilà ce que nous entendons parfois.

L'analyse de la crise actuelle et du mode de production capitaliste de l'énergie donne quelques éléments de réponse. Oh, bien sûr, il s'agit simplement pour l'instant de grands axes, qui tracent les grands traits de la société que nous voulons. Beaucoup reste à faire, à élaborer, dans le feu de la lutte des classes en fonction des problèmes qui nous sont posés à chaque instant.

Nous sommes peu avancés, en partie parce que la classe ouvrière vit actuellement (et temporairement) une période de reflux politique et est elle-même sur la défensive. Mais les contradictions du capital sont telles que cela n'aura qu'un temps.

De plus, dès aujourd'hui, grâce à quinze ans de lutte des travailleurs du nucléaire et de mouvement écologique, nous ne sommes pas dans l'inconnu.

La classe ouvrière, les peuples du monde ont besoin d'une énergie abondante et peu coûteuse.

Energie pour limiter au maximum les efforts physiques au travail, donc prolonger la vie, pour lutter efficacement contre le froid ou la sécheresse, conserver les aliments, pour développer les machines automatiques nécessaires pour libérer l'homme et lui gagner du temps libre etc.

Nous sommes donc absolument pour le développement de la production de l'électricité, mais bien sûr pas du tout sous la forme capitaliste actuelle, et pas dans tous les domaines.

Ce développement devrait s'orienter suivant les grands axes suivants, que nous déduisons de la critique que nous faisons du capitalisme :

- Décentralisation de la production, en parallèle à la lutte contre la désertification des régions ; adaptation aux besoins réels de chaque pays, ou région, suppression des énormes pertes dues au transport de

l'électricité sur des centaines de kilomètres, ou aux multiples changements de tension que cela impose. Même si cela doit bouleverser le type de fabrication que nous avons à Alsthom, précisément lié à l'hyper concentration de la production. L'intérêt général prime l'intérêt particulier...

- Lutte contre tous les gaspillages, trouver à chaque fois la forme d'énergie la mieux adaptée à la consommation et aux ressources locales, pour éviter les pertes. Contre le chauffage électrique, et pour le chauffage géothermique par exemple. Pour toutes les économies d'énergie, dans tous les domaines.
- Aller vers la gratuité de l'électricité aux particuliers. Et faire payer le coût aux industriels, à l'inverse de la situation d'aujourd'hui. L'électricité est un fluide vital, cela n'a rien d'utopique.
- Protéger la santé et la nature. Et en particulier arrêt immédiat des programmes nucléaires, tant que les problèmes des déchets radioactifs, de la sécurité des centrales, ne sont pas résolus. Et priorité à la recherche sur le retraitement des déchets existant déjà en masse.
- Rompre la domination impérialiste sur le Tiers-Monde, en particulier dans le pillage des matières premières ainsi que dans l'imposition d'un système énergétique basé sur l'électricité inadapté au développement de ces pays, et lui-même source de dépendance renforcée.

Voilà quelques grandes perspectives, certes insuffisantes, mais qui indiquent dès à présent une certaine direction pour la lutte révolutionnaire. Dès aujourd'hui, certaines questions sont ou ont été l'enjeu d'importantes luttes politiques. Elles le seront encore certainement demain.

Mais on ne construit pas du neuf avec du vieux. Ce programme de transformation radicale de la société passe par la destruction du capitalisme, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, et EDF en particulier.

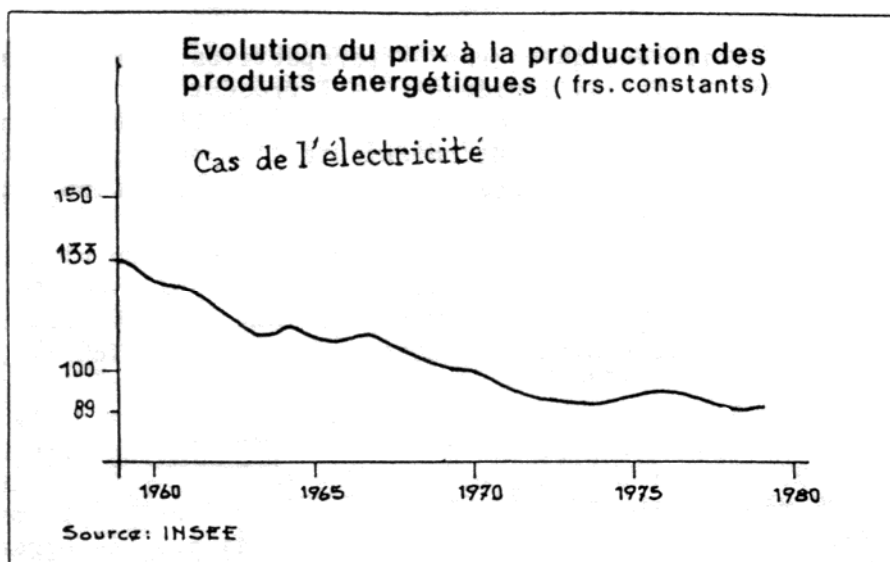
Si ces grands axes donnent déjà une idée de la société que nous voulons construire pour demain, ils nous donnent aussi pour aujourd'hui des repères, permettant d'apprécier les luttes qui se mènent sur ces questions, de juger les diverses revendications, ainsi que les organisations qui les défendent.

5) Sur quoi se battre ?

Il est inutile d'expliquer plus longtemps l'illusion qu'il y a à vouloir se battre pour « la bonne marche de l'entreprise », pour des contre-propositions industrielles. La crise ne fait que commencer dans notre secteur, et elle ira en s'aggravant, en lien avec les autres secteurs.

Notre seul avenir, c'est de regarder froidement les choses en face, de voir que le capitalisme ne peut que nous entraîner dans une spirale vertigineuse de restructurations, austérité et misère, jusqu'à la guerre mondiale, suite nécessaire de la guerre économique, si toutefois nous nous y soumettons.

Mais regarder les choses en face, c'est aussi voir les formidables potentialités de la société moderne, les énormes richesses qu'elle contient pour la libération et le bonheur de l'homme.



En particulier la baisse de la valeur de l'énergie, c'est-à-dire la baisse du temps de travail nécessaire pour produire l'énergie. La courbe ci-contre montre qu'entre 1959 et 1978, la valeur de l'électricité par exemple a baissé d'un tiers. A nous de combattre pour diriger autrement la société et y gagner tout en temps libéré... Pour travailler moins, tous et autrement.

A partir de ce double constat, il faut aller de l'avant.

Le combat d'aujourd'hui, c'est celui de la défense des intérêts ouvriers, de manière intransigeante. Contre la restructuration, les licenciements, l'austérité, la flexibilité, la déqualification. Pour l'élévation du pouvoir d'achat, l'emploi, la réduction massive du temps de travail, pour de meilleures conditions de travail. Avec la conscience que cela attaque la compétitivité ou l'intérêt patronal face aux concurrents. Mais c'est le seul moyen d'amener les ouvriers de ces concurrents à séparer, eux aussi, leurs intérêts de ceux de leurs exploitateurs ; et c'est le seul moyen de briser cette spirale d'exploitation croissante, à laquelle la crise pousse tous les capitalistes.

Le capitalisme développe les machines contre l'homme. Nous l'avons vu avec le nucléaire, où la sécurité est bradée pour accélérer le rythme d'accumulation des profits ; où les risques sont soigneusement tenus secrets ; où la production débouche toujours plus sur la militarisation de la société ; où les coûts sont toujours supportés par les petits consommateurs.

Notre combat doit aussi porter contre ce développement, pour le droit à l'information et à l'élargissement de nos connaissances générales (formation), pour la sécurité des installations ; et aussi pour la baisse du coût de l'électricité aux particuliers, aligné dans un premier temps sur le tarif dérisoire que payent les agents EdF.

Notre combat, c'est de remettre en cause les transferts pour l'Afrique du Sud, si cela doit se reproduire, car la masse des ouvriers ici et les peuples d'Afrique sous la domination de ce gendarme local n'ont rien à gagner à renforcer la domination de la sangsue impérialiste sur la planète.

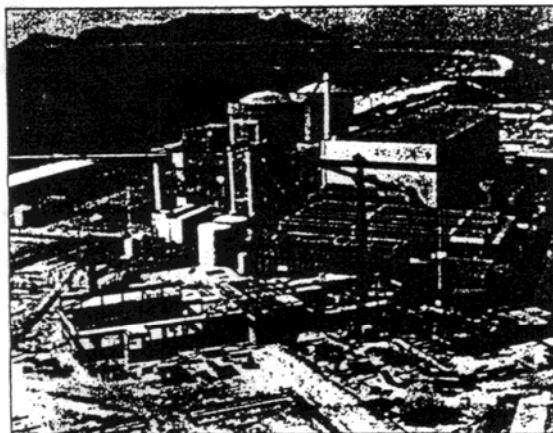
C'est enfin s'organiser, dans ces combats, pour la destruction du capitalisme, construire peu à peu un véritable parti capable de diriger la classe ouvrière. Oui, pour diriger nos luttes dans un sens révolutionnaire, nous avons besoin d'un parti d'avant-garde. Un parti capable en particulier de fournir l'analyse concrète et scientifique de tous les problèmes politiques et sociaux dont nous ne percevons qu'un aspect à l'usine. C'est un peu dans ce sens qu'est allée cette plaquette.

Voilà le seul chemin d'avenir, même s'il semble plus difficile. La crise nous fait comprendre à chaque fois un peu plus les limites de la lutte syndicaliste. Sachons en tirer les conséquences !

LE NUCLEAIRE ÇA S'EXPORTE !

LA CENTRALE DE KOEBERG EN AFRIQUE DU SUD
COMMENCE À PRODUIRE

Tiré du journal
patronal de l'Alsthom
"Inter 7"



La première centrale nucléaire du continent africain a commencé à produire de l'électricité. Koeberg, en Afrique du Sud, est également la première réalisation « clés en main » de l'in-

dustrie nucléaire française à l'exportation. Notre Groupe était chargé de fournir les groupes turboalternateurs, la salle des machines et les installations auxiliaires